



La question de la rémunération des initiatives citoyennes CitizenDev Pistes exploratoires

Thomas Lemaigre et Marc Trullemans

Mission EVABxl dans le cadre de CitizenDev Co-Create Brussels – 6.20

Table des matières

La question qui se pose	3
Première analyse des besoins des trois living labs	3
QenA @EVABxl	4
Matongé @BRAL	6
CLTB	8
Points communs et divergences dans les besoins en termes de rémunération	10
Trois points d'appui pour l'avenir des trois living labs	13
Territoires zéro chômeurs de longue durée	13
« Bricolages »	14
Une coopérative de portage de projets	15
Comment ces réponses rencontrent-elles chaque living lab ?	18

La question qui se pose

Le projet Co-Create a produit en trois ans trois dynamiques intéressantes, nourries par une méthode commune de mobilisation communautaire. Ces dynamiques sont distinctes mais partagent des points communs. A l'heure où le programme se clôture, et en dehors du fait que chaque initiative va suivre son chemin propre, deux questions communes se posent : l'une se focalise sur les perspectives économiques et d'emploi, l'autre sur un avenir comme acteur (innovant) dans le développement urbain.

En chemin, il est apparu que le travail communautaire qui a été pratiqué déclenche un potentiel d'économie alternative et solidaire d'une part et d'autre part des attentes de rémunération. Les trois organisations promotrices ont souhaité en tenir compte en sollicitant une intervention extérieure sur la question de la reconnaissance économique des dynamiques citoyennes telles celles soulevées dans CitizenDev, et en particulier les possibilités de reconnaissance sous forme de rémunération du temps consacré par des habitants de quartiers populaires à se mobiliser et à mobiliser les autres autour de dynamiques locales alternatives et solidaires.

En repartant des besoins et attentes à ce sujet tels qu'exprimés par les organisations promotrices et par une partie des connecteurs locaux, des perspectives sont dégagées. Naturellement, il n'y aura pas de baguette magique. Il n'y aura même pas de solutions toutes faites sur mesure pour la suite de chacune des trois dynamiques. Celles-ci dépendent fortement de l'actualité et des potentialités au niveau des territoires locaux concernés. Ce que nous pouvons mettre sur la table, ce sont des outils ou des opportunités communs qui vont faciliter le chemin propre à chaque « bientôt ex » living lab et à une partie (le plus possible) des groupes qui y sont actifs.

Première analyse des besoins des trois living labs

Cette analyse reprend les éléments et des impressions émanant des interviews groupés ou individuelles avec quelques connecteurs et les organisations des trois projets CitizenDev et se focalise sur la thématique centrale : comment les personnes liées aux projets se positionnent autour de la question des perspectives de reconnaissance et de rémunération. Pour une description détaillée des activités des projets nous faisons référence au rapport final du projet CitizenDev.

QenA@EVABxl

Quartier Brabant à Schaerbeek.

Synthèse de 2 interviews avec 5 personnes

Projets

Accueil, écoute et accompagnement dans le local de quartier

Soutien scolaire

Bourse aux vêtements

Table d'hôtes à base d'invendus

Repair Café

etc.

Points d'attention

- Au centre du projet : la mobilisation de ce que les gens savent faire (temps, aptitudes,...) en réponse aux besoins présents dans le quartier.
- Disposer d'un local adapté aux besoins est une condition de stabilisation et de développement des activités. C'est avant tout un endroit chaleureux, ouvert, mais aussi un enjeu de reconnaissance à divers niveaux : celui de l'habitant en premier lieu, puis celui du quartier, des organisations-partenaires et de la commune.
- CitizenDev a permis de montrer et démontrer de vrais besoins, a permis de mobiliser du savoir-faire au niveau du quartier, mais on reste confronté à des problèmes pour lesquels il n'y a pas de réponse ou toute au moins celles-ci se situent en grande partie en dehors du quartier, à une autre échelle et ne peuvent dépendre que de la solvabilité et ressources des personnes concernées.
- Les projets n'ont pas eu le temps de se projeter à une autre échelle que ce qu'ils ont déjà fait. A l'image du local du projet, ils sont restés dans le 'small is beautiful', notamment faute de réponses à la question de la rémunération de l'engagement. Peut-être qu'on ne s'est pas assez permis de l'ambition, de se projeter dans un développement futur, dans un autre local. « Il est difficile de réfléchir plus grand qu'aujourd'hui ». Il manque un moment où « les groupes rêvent à l'avenir de leur activité sans se laisser enfermer dans les contraintes d'aujourd'hui ».
- Des pistes peuvent être avancées pour un développement d'une ou autre 'branche d'activités', en collaboration avec d'autres partenaires qui répondraient à plus grande échelle aux mêmes besoins (bourse aux vêtements, kringloopcentrum,...).
- Mais on est fortement concentré sur la recherche de tout ce qui peut les stabiliser, les faire avancer à petits pas, attentifs à la qualité du service : équipement pour le Repair Café et la Bourse aux vêtements, meilleurs menus de la Table d'hôtes, etc.
- Pour ce faire, avec EVABxl, ils ont demandé (« pas assez ») et obtenu de petits subsides. Ou des soutiens plus matériels (services eco-conseil de la commune pour la Table d'hôtes, etc.) « Quand ça a marché, ça a beaucoup aidé. »
- Le QenA est le seul endroit où tout le monde est le bienvenu, sans distinctions. Ce qui n'est pas toujours le cas dans l'associatif mainstream (subsides déterminent activités et publics bénéficiaires). QenA veut aider à travailler les complémentarités nécessaires et ainsi aider à contrer une posture de consommation des services.
- Des petites participations aux frais sont demandées (pas pour les personnes en forte besoin). Ce n'est pas toujours évident, mais cela semble une clé pour susciter de

l'ownership des activités et améliorer la perception de leur positionnement par les personnes visées : « Ce n'est pas du travail social professionnel, ce n'est pas du service qu'on consomme, ce n'est pas quelque chose qui émane de la commune, etc ».

- 'Territoires zéro chômeur de longue durée' (TZCLD) pourrait développer des activités plus fortes et qui se renforcent les unes les autres. C'est une structure qui permettrait sans doute de continuer à être créatifs et réflexifs et de démarrer et tester de nouvelles idées. Mais le risque est qu'elle intervienne à une échelle où les projets existants n'arrivent pas à se projeter ni à s'accrocher.
- Mais la participation à une coopérative de portage de projets de quartier pourrait rencontrer certains besoins.

Les connectrices

- Le profil des connectrices interviewées (pensionnées expérimentées, donc avec un revenu fixe garanti par ailleurs) n'est pas la référence à prendre en considération quant aux rémunérations. Le défraiement pour volontariat n'a pas été un problème/obstacle important, il était plutôt considéré comme un « supplément non-attendue, mais apprécié ». C'était un extra bienvenu, encourageant l'engagement soutenu dans la durée.
- Leur engagement prend plusieurs heures par semaine, presque un mi-temps. Il est important d'accentuer le caractère stable de cet engagement, estimé crucial pour une telle initiative ouverte au public dans des quartiers populaires et défavorisés.
- Mais l'absence de possibilité de rémunération au début de CirizenDev a été un obstacle à l'engagement à leurs côtés de personnes avec d'autres profils (plus jeunes en particulier). Des possibilités de rémunération plus sérieuses auraient facilité de tels engagements.
- Il semble compliqué d'envisager l'élargissement/renouvellement de leur cellule. Pour ces raisons financières. Mais aussi parce qu'on identifie peu de personnes avec la même expérience/background.

Les participants aux activités

Quels besoins/attentes pour l'avenir en matière de rémunération ?

- Diversité énorme dans les situations individuelles : « Tout le monde vit une situation propre et a ces propres ambitions, mais le besoin est de mesure. Tout peut aider : pour l'un un petit surplus de 50 € est le bienvenu, pour l'autre il s'agit d'obtenir un statut ('sans papiers') ».
- Beaucoup de gens se déclarent prêts à donner des « coups de main rémunérés », des petits aides temporaires, mais un retour financier reste crucial. En plus du besoin réel, c'est aussi une question de reconnaissance et de respect.
- S'il y a rémunération et une confiance c'est installée, d'autres gens du quartier sont prêts à assurer une tâche ou une responsabilité sur la durée (p.ex. soutien scolaire).
- Sans rémunération, impossible d'accrocher des jeunes, « Ils vont travailler au Carrefour », ne pouvant ainsi pas aider pour les devoirs ou aider à la rénovation du local. Mais statut et rémunération sont cruciaux aussi pour femmes de ménages, femmes rentrantes au marché de l'emploi, des NEETs (sans emploi, sans formation, sans enseignement)...

- C'est le groupe lui-même qui a discuté et fixé les montants des défraiements (de type volontaires) en fonction des besoins et du type de prestations.
- La collaboration des citoyens avec des professionnels est parfois compliquée mais est indispensable et a beaucoup d'avantages, pour prendre du recul, faire circuler les idées, être attentifs au bon moment aux aspects financiers des projets, etc. Il s'agit d'une relation de confiance qui doit pouvoir se construire, aussi dans le temps.

Matongé @BRAL

Quartier Matongé à Ixelles.

Synthèse de 2 interviews avec 3 personnes

Projets

Radio

Guide pédagogique de référence sur la coiffure à Matongé

Monument (mobile) des Atouts + expo photo

Spectacle

Festival hip hop

Balades sonores dans le quartier

Animations autour de jeux africains

Verdurisation

expo Lumumba

etc.

Points d'attention

- C'est important d'avoir un professionnel à la table des connecteurs, mais il faut qu'il se positionne comme un égal des autres.
- En partie ces projets ont été suscités par le budget participatif du contrat de quartier Athénée.
- Certains sont assez ponctuels, d'autres de plus longue durée, et d'autres deviennent structurels.
- C'est important d'avoir un professionnel à la table des connecteurs, mais il faut qu'il se positionne comme un égal des autres.
- Les gens désinvestissent quand l'autogestion recule ou quand l'extérieur amène trop d'exigences de professionnalisation.

Ce qui a été fait en matière de rémunération et ce qu'en pensent les personnes concernées

- La demande est venue tout de suite des personnes mobilisées dans les projets (visite du quartier pour les partenaires). Rien n'était prévu. Comme Bral et H&R ont été en désaccord sur la manière de répondre à cette demande, il n'y a pas eu assez de principes clairs. Pour chaque cas, il faut trouver un trajet.

- Le sujet a été beaucoup discuté. Il a fallu faire des différences : entre la participation aux activités et la participation à la gestion collective ; entre activités dans le contrat de quartier (non rémunérables par principe) et autres, etc.
- Les piliers des projets sont déstabilisés : ils cherchent des ressources pour payer des professionnels (photographe, graphiste, p.ex. pour le catalogue des coiffures) mais tout leur temps à eux de gestion du projet (mobiliser, négocier, obtenir des accord, rappeler, etc.) est bénévole...
- Ainsi, pour les connecteurs, une rémunération est prévue (défraiement en tant que volontaire) quand ils contribuent aux activités CitizenDev, mais pas pour participer à la table, ce qui a suscité « encore une déception ». La participation à la table représente moins d'une réunion par mois et pas nécessairement du temps en plus. « Il y a des euros pour les biscuits, mais pas pour le temps des gens qui sont à la réunion. »
- Du coup certains sont partis, et d'autres ne se sont plus manifestés. La non rémunération fait une espèce de tri en fonction des sensibilités ou des besoins individuels. Mais plus qu'une nécessité économique, la rémunération est pour les gens le levier de la concrétisation de la reconnaissance de leur compétence et de leur temps.
- A Matongé on a une population avec une grande partie de gens assez qualifiés mais précaires. En termes de statut social, on rencontre tout: chômage, CPAS, sans statut, etc.
- Générer des ressources est une question qui a été discutée à la table. C'est de là qu'est partie la volonté de s'adresser à la commune pour obtenir à la fois une forme de reconnaissance et un petit budget.
- La volonté dans ce cadre est de rester au maximum dans un fonctionnement informel, et p.ex. si possible éviter de devoir créer une asbl.

Perspectives

- On comprend déjà que le défraiement bénévole est un cadre trop étriqué pour avancer dans ce sens. Idem pour le projet d'animations autour du jeu : les animateurs ont besoin d'être rémunérés, plus que le défraiement qui a été possible jusqu'ici.
- TZCLD a été discuté. La crainte est que le seuil soit trop haut pour beaucoup, voire même trop compliqué : le besoin est de rémunérer des prestations ponctuelles, des participations dont on peut entrer et sortir facilement, pas un engagement à mi-temps sur une longue durée. Du coup tout le travail serait dans les mains de quelques personnes qui centralisent et décident tout. Ce n'est pas comme ça qu'on a vécu et fait marcher les choses jusqu'ici. Cela ne rencontre pas un développement communautaire qui se veut le plus partagé possible.
- Collaborer avec une structure qui prête sa personnalité juridique et son compte en banque semble une idée intéressante. A préciser.
- SEL et monnaies complémentaires : pas adapté à la population. Pas évoqués en collectif. Il y a beaucoup d'entraides informelles entre les gens et entre les projets, mais sans comptabilisation.
- Des projets peuvent prendre une direction commerciale (projet sur le jeu).

- Des formules de participation volontaire à la place de la gratuité semblent difficiles dans le contexte. Elles n'ont pas été essayées.

CLTB

Projets liés aux projets de logement collectif

Synthèse de 3 interviews/6 personnes

Projets

Green Cantine : des services horeca

- *durables parce qu'à base d'invendus,*
- *porteurs d'une identité qu'ils permettent de faire reconnaître,*
- *déjà quelques outils de communication, une asbl, une professionnelle horeca qui coache bénévolement, une gestion du foodcost par commande, etc.*

Cours de vélo

L'organisation Cltb développe par ailleurs des projets de type communautaire autour des projets collectifs de logements avec entre autres klusjes, jardinage, gestion,... et Calico (combinant soins et logements). Comme le projet soutenu par la Cltb ne se concentre pas sur un territoire, nous avons opté pour scinder les réactions entre l'organisation Cltb et le projet de connecteurs Green Cantine.

Points d'attention de l'organisation

- Avoir un « lieu » appropriable fait partie des enjeux de reconnaissance. Or beaucoup de sites CLT auront de tels lieux.
- Eventuels décalages entre les besoins de la communauté CLTB et les besoins du quartier où ils sont implantés.
- Des pistes ont été évoquées en matière de rémunération/reconnaissance :
 - Smart, LETS, monnaie complémentaire (avec les 10€ de canon mensuels).
 - TZCLD : une rencontre en France.

Les attentes et besoins de Green Cantine

- La rémunération est une attente parce que participantes à statuts précaires (et diversifiés), le temps qu'elles passent devenant structurel (min. 1 jour/semaine pour les 4 porteuses), il doit être compensé financièrement.
- Aussi envie de générer des ressources de façon autonome et collective. Donc la question de l'argent n'est pas juste utilitaire.
- Volonté de croissance et d'autonomie à moyen terme, en tension avec besoin d'être aidées. « On doit devenir plus responsables. » Se sentent encore désarmées face aux contraintes et exigences de professionnalisation que ça exigerait, mais volonté de se former et de s'entourer.
- Manque de ressources pour répondre aux exigences que nécessitera une meilleure organisation : 3000 € pour la cuisine à la SLRB, quelqu'un qui a le permis et un

véhicule, réseau pour trouver des magasins qui donnent la matière première, pour ramener des commandes, etc.

- A terme, objectif de s'auto-employer ensemble de façon stable, mais pas encore passé de l'idée au projet : pas encore de travail sur ce que ça impliquerait en volume de ventes, en contraintes règlementaires, en outils de gestion, etc. Pour le moment « on bricole », c'est le court terme qui monopolise encore le gros des énergies et l'essentiel de l'activité reste informel.

Ce qui a été fait en matière de rémunération et ce qu'en pensent les personnes concernées :

- Grosse frustration sur ce qu'a permis la formule du défraiement comme volontaires. Les participantes se rendent compte de l'écart avec la valeur marchande « normale » de leur travail.
- Les porteuses comprennent bien que le volume d'activité actuel ne leur permet pas de se rémunérer beaucoup plus à court terme, mais comme elles comptent croître, elles sont demandeuses d'une formule qui permette de se rémunérer un peu mieux qu'avec le défraiement de 34 €/jour.

Quels besoins/attentes pour l'avenir ?

- Certaines peuvent cuisiner plus si cela leur rapporte un peu plus.
- Beaucoup de membres sont sans emploi. Toutes sortes de niveaux de qualification sont présentes.
- Se rémunérer mieux, step by step, d'abord avec des rentrées ponctuelles dans une formule plus intéressante et plus sécurisée que le défraiement du volontariat, ensuite peut-être avec des rentrées plus stables et complémentaires, et dans un terme indéterminé avec des contrats stables (« parce qu'autrement, on ne trouve pas d'emploi »).

Points d'attention des autres membres

Retour sur ce qui a été expérimenté

- Le défraiement comme volontaire n'est pas motivant, ça ne pousse pas à s'engager sur du long terme. Ce n'est pas suffisant/consistant comme reconnaissance du temps investi et des compétences mobilisées.
- CitizenDev a consacré trop de moyens à du salaire de travailleurs associatifs et universitaires et pas assez à un retour financier vers les connecteurs et les gens mobilisés. Cela a généré de l'incompréhension, de la frustration, voire de la colère.
- Demande d'élargir le débat. Font surtout le lien avec les problèmes de financement public de l'associatif et de concurrences et conflits d'intérêts entre asbl, avec le manque d'ouverture/innovation des asbl traditionnelles par rapport aux initiatives citoyennes, qui revient à les déposséder de leur capacité d'agir.

Ce qui pourrait/devrait être fait

- Demandeurs de chercher des solutions « out of the box ». Pas toujours créer une asbl chaque fois qu'il existe une belle idée.
- La coopérative d'emploi est intéressante, mais elle va dans une optique trop entrepreneuriale et individuelle, et pas sûr qu'elle permette de gérer des subsides.

- TZCLD : intérêt si ça se réalise en RBC, mais ça ne répond qu'aux attentes d'un public-cible très précis, pas représentatif de la diversité des statuts et du niveau de qualification de tous les Bruxellois, et certainement pas de la diversité des connecteurs.

Points communs et divergences dans les besoins en termes de rémunération

Notre connaissance des trois dynamiques à travers ces quelques interviews est forcément très superficielle. Nous n'avons pas le recul de l'équipe universitaire de CitizenDev. Malgré cela, nous avons pu élaborer nos propres hypothèses pour comprendre ce qui se joue lorsque se pose la question de la reconnaissance et de la rémunération de l'engagement solidaire local.

Principes partagés

D'abord quelques principes communs aux différents projets :

- Des initiatives complètement autonomes des habitants des quartiers
- Avec le soutien de professionnels, mais seulement là où c'est nécessaire
- Investigation et discussion approfondie sur les besoins existants
- Métier de connecteurs (liens actifs entre les habitants)
- Assemblage des compétences, de connaissances et de capacités pour rencontrer ces besoins
- Principe de prise en charge partielle du coût du service par les bénéficiaires
- Combinaison d'engagements sur le court et sur le long terme
- Intérêt et importance d'un local communautaire, comme 'carrefour mentale'
- Se tenir au plus près des gens, sans faire de différences ni de séparations, en complémentarité de ce qui existe comme des services (semi-)professionnels.

Réflexions autour de la rémunération

Ensuite, plus spécifiquement par rapport à l'enjeu de la rémunération :

- En milieu populaire, pour la plupart des Bruxellois, la reconnaissance sociale du temps consacré à des initiatives citoyennes locales et des responsabilités qui y sont prises sur la durée doit se traduire par une forme ou l'autre de rémunération. Pas

juste de la reconnaissance sociale ou symbolique ou politique. Sans réponse sur ce plan, les initiatives sont passées à côté d'énergies et de compétences dont ils avaient besoin, notamment, mais pas uniquement chez les plus jeunes.

- Il y a une très grande diversité des personnes mobilisées et mobilisables, soit comme connecteurs soit comme participants actifs, de manière ponctuelle ou dans la durée, aux initiatives locales. Cette diversité se traduit aussi par une grande diversité dans les statuts socio-économiques : des chômeurs, des pensionnés, des jeunes sans emploi, des étrangers sans statut de séjour à durée indéterminée, des rentrantes, des étudiants, des travailleurs, etc. A peu près toutes les situations imaginables ont été rencontrées.
- Ces attentes et cette diversité entrent en contradiction avec ce qui a été expérimenté, à savoir le défraiement de bénévoles. D'abord parce que seuls de très petits montants sont permis. Ensuite parce que ces montants n'ont pas été utilisables (ou trop peu) pour ce qui fait la clé du succès des projets, à savoir le temps d'organisation, de conviction, de palabres, de suivi, etc., temps peu visible et pourtant nécessaire. Enfin parce que ces défraiements peuvent insécuriser une partie des personnes concernées, notamment les allocataires sociaux (Ils ne se sentent pas assez outillés au niveau cadres légaux et leurs conséquences et risques). Bref, ce qui a été expérimenté n'a pas répondu au besoin, ou alors de façon très périphérique, et a donc provoqué déception, frustration et colère.
- Dans bien des cas, les porteurs des initiatives se rendent compte que rémunérer les engagements, voire créer de vrais emplois, exige de passer un seuil, voire de se développer à une échelle qui permet de générer les rentrées nécessaires (difficile avec le public- 'client' du quartier), et aussi de se mettre d'accord sur les prestations à rémunérer (ou pas) et à quelle hauteur, ce qui nécessite un minimum d'expérience ou d'accompagnement.
- Mais s'organiser pour mobiliser des fonds, c'est quelque chose qui ne correspond pas toujours à leur souhait, ou pas aux possibilités du public qu'ils rencontrent. Dans certains cas cela exige d'entreprendre les choses dans un esprit plus commercial. Dans d'autres cela exige de créer une structure et donc de commencer à consacrer du temps à la gestion, estimé non directement utile. Dans d'autres cas encore cela exige de rentrer dans le créneau des projets subventionnés ou de collaborer avec des asbl qui vivent dans ces créneaux, au risque de tordre la philosophie des projets, la force que constitue leur côté informel et convivial, leur côté innovant, etc.
- Toutes les initiatives ne partagent pas de telles réserves. Tous les souhaits de scénario de développement coexistent et certains le font, avec de premiers succès, ou envisagent sérieusement de le faire.
- Pour ceux-ci, entre ce qu'ils ont déjà engrangé comme résultats et un développement mature de leur projet, il y a une série d'étapes intermédiaires qu'ils n'identifient pas clairement mais qu'ils pressentent comme étant des passages obligés. On perçoit qu'il y a une échelle mais on ne voit pas les barreaux suivants. Il y a des contraintes à dépasser, notamment pour se rémunérer un peu plus (sans pour autant avoir tout de suite des CDI temps plein pour tout le monde...)
- Même pour les connecteurs et pour les partisans du 'small is beautiful', il y a un besoin de trouver des solutions pour rémunérer porteurs et participants de façon un peu plus systématique et plus équitable, pour éviter qu'ils ne se découragent et pour attirer des gens qui remplaceront ceux qui arrêtent.
- Mais ils éprouvent des difficultés à identifier ce problème et donc à trouver une réponse à cette nécessité. Par contre, ce dont ils sont convaincus, c'est que toute

solution devra être simple et facile à comprendre. C'est pourquoi ils semblent peu réceptifs à des solutions comme des monnaies complémentaires, trop situées d'un point de vue socio-culturel (et spatial).

Une piste 'idéale'...

Pour prolonger le propos, on pourrait imaginer la piste idéale suivante :

- Dans une combinaison d'emploi, d'économie, de cohésion sociale et de développement urbain, mettre en pratique l'approche globale et intégrée des besoins des gens.
- La question centrale pourrait être : qu'est-ce qui pourrait se passer si on disposait du salaire du travailleur communautaire (mettons 50.000 €/an) mais pas du travailleur communautaire?
- Un endroit central, comme carrefour mentale et un groupe de connecteurs, soutenus quand c'est nécessaire par des organisations professionnelles.
- Avec un budget collectif à l'appui, collecté sur des fonds des différents secteurs sociaux et économiques, se basant sur un retour d'investissement estimé et probable.
- Ce budget peut servir à couvrir le coût d'équipement nécessaire au démarrage d'activités (services, ateliers), pour leur extension, pour leur passage (et démarrage) vers une économie alternative, pour la rétribution du temps de ceux qui s'y investissent, pour engager des personnes dans des contrats à temps choisi, etc.
- Tout ne doit pas se plier à une forme de rentabilité : on peut simplement viser l'empowerment des gens (apprendre la coiffure, la couture, etc.), la (re)mise en activité, l'investissement et intégration dans le tissu social
- Le contenu est déterminé par le groupe d'habitants, les formalités nécessaires gérées par les professionnels en soutien (qui peuvent être connectés à une organisation active sur différents territoires, dans laquelle les 'instances' peuvent donner des garanties quant au danger de concurrence économique et/ou sociale).

Une 'autre' coopérative de quartier

La Afrikaanderwijk Coöperatie à Rotterdam rassemble autour d'espaces de travail et de création, des entrepreneurs, des producteurs et d'organisations sociales. Elle soutient la production locale et durable, l'échange de savoirs et savoirs-faire, le développement culturel et l'entrepreneuriat sur base de responsabilité partagée et de participation. Elle se concentre sur la faisabilité et la réalisation d'activités et de services qui visent l'amélioration de la qualité de vie dans et l'image du quartier. Ainsi elle ambitionne l'augmentation de l'offre d'emploi, de services et de produits, en maximalisant les potentialités et talents sur place.

Wijkcoöperatie.com

Trois points d'appui pour l'avenir des trois living labs

La piste est parfois évoquée de créer un statut intermédiaire entre le chômage et le bénévolat ponctuel. Certains parlent par exemple d'une sorte d'allocation universelle pour les citoyens qui se bougent au service de l'intérêt commun. Aujourd'hui en Belgique, ce n'est pas compatible avec les options politiques du gouvernement fédéral, qui a en mains les clés d'un tel statut. Actiris promeut le bénévolat mais n'a pas ces clés en mains : il ne parvient même pas à lever les restrictions imposées par l'Onem aux chômeurs (candidats) bénévoles.

Pour rémunérer l'engagement citoyen, il faut inventer autre chose.

Nous proposons trois pistes.

Territoires zéro chômeur de longue durée

Actiris prépare un appel à manifestation d'intérêt pour l'expérimentation en 2021 de Territoires zéro chômeur de longue durée . On ne va pas rentrer en détail sur le concept français et la notion d'Entreprise à but d'emploi (EBE) sur laquelle ils s'appuient.

Territoires zéro chômeurs de longue durée :

Concept lancé en France en 2016, sur base du principe qu'avec le coût d'une personne en chômage à longue durée on peut activer de l'emploi. L'emploi part des possibilités et projets du chômeur, donne accès à un CDI à temps choisi, dans le cadre d'une 'Entreprise à but d'emploi'. L'emploi répond à un besoin réel sur un territoire donné et ce besoin ne peut être couvert par le marché privé.

Une initiative analogue sera expérimentée en RBC par Actiris.

Voir Parlement de la RBC,

*Question écrite concernant le dispositif "territoire zéro chômeur"
de Farida Tahar à Bernard Clerfayt (question n°206), mai 2020.*

Tzclfd.fr

En quoi cela rencontre-t-il les besoins identifiés ?

- Il y a des besoins sociaux que CitizenDev a rendu visibles que les TZCLD pourront rencontrer.
- Mais les initiatives que CitizenDev a suscitées, pour la plupart, si elles trouvaient intéressante la perspective des TZCLD, ne voient pas là une opportunité directe pour leur avenir. Il s'agirait de porter leur action à une échelle trop large et de se couper d'une partie des compétences et énergies déjà mobilisés, qui ne sont en général pas le fait de chômeurs à longue durée (CLD).
- Le public-cible des CLD doit être précisé (12 mois ? 15 mois?), ainsi que les statuts qui y seront assimilés (bénéficiaires du RIS ?). Mais dans tous les cas de figure, une large partie de la population n'y correspondra pas, pourtant l'ambition des projets : ne pas oublier dans une construction de projets les personnes sans statuts.
- Par contre les trois organisations promotrices de CitizenDev pourraient voir dans les TZCLD une opportunité pour capitaliser des résultats de CitizenDev, pour réutiliser et promouvoir la méthode 'ABCD', etc.

- L'intérêt des TZCLD est qu'ils offrent des perspectives de rémunération (CDI à temps choisi) sans qu'il faille générer des rentrées directement liées aux services rendus, pour assurer ces rémunérations.
- Les TZCLD peuvent collaborer avec le réseau régional des acteurs de l'insertion et de la formation professionnelle pour offrir des perspectives à leurs collaborateurs.
- Si on veut synthétiser, on pourrait dire que CitizenDev prépare le terrain pour des TZCLD et qu'une petite partie des initiatives et des personnes déjà mises en mouvement pourront peut-être trouver là une manière de se rémunérer et de se développer.
- Du coup, les trois associations promotrices pourraient porter plusieurs points d'attention vers les responsables bruxellois des TZCLD (Actiris).
 - **Décloisonner**
Prévoir la possibilité pour les EBE de s'adosser et de se coordonner avec des acteurs locaux qui rémunèreront des personnes qui contribueront aux activités créées (défraiement de volontaires entre autres), mais dans des modalités plus légères qu'un CDI, ceci pour décloisonner ces TZCLD.
 - **Partager**
Prévoir la possibilité de partager locaux et activités des EBE avec des dynamiques préexistantes, dans le respect des caractéristiques, dynamiques et indépendances d'actions.
 - **Coacher**
Suggérer aux TZCLD d'utiliser la méthode 'ABCD' pour coller aux besoins des populations des quartiers populaires, proposer de former leurs équipes, de les faire coacher par des connecteurs chevronnés, etc.

« Bricolages »

« Bricolage » est un mot qui a été utilisé plusieurs fois dans nos interviews pour qualifier le défraiement des volontaires ou d'autres possibilités de rémunérations à montants limités. Il faut voir cette expression dans un sens positif, de cohérence avec des initiatives légères, informelles, très ouvertes, très accessibles, où la convivialité et la proximité sont des moteurs importants.

On pourrait dire qu'une partie des initiatives de CitizenDev, dans le futur, vont devoir continuer à « bricoler ».

- Cela nécessitera pour elles soit de créer une asbl, soit de s'associer à une asbl existante (un des 3 promoteurs ou une autre). Cela s'est déjà pratiqué et est donc souvent atteignable. Mais peut aussi comporter des contraintes et des coûts. S'associer demande aussi le temps de construire une relation de confiance.
- Cela nécessitera de trouver des moyens, et pour cela de tester éventuellement, à la place de la simple gratuité pour tous, des nouvelles possibilités créatives, comme par exemple des services payants à prix libre ou des appels aux dons/cotisations, même pour de tout petits montants, ou toute autre formule pour alimenter des cagnottes de projet, pour générer son propre budget participatif.
- Cela nécessitera de continuer à collaborer avec des associations où on peut bénéficier du regard et des compétences d'animation de professionnels, parce que les discussions sur l'argent ne sont pas toujours aisées et innocentes.

- Cela nécessitera peut-être de tester d'autres mécanismes que le défraiement des bénévoles et des solutions adaptées à certains profils. Autrement dit avoir plusieurs outils dans sa boîte à outils, comme
 - Rémunération de prestations occasionnelles, autorisées par l'Onem jusqu'à 14€/jour et taxées à 33 % (fiches 281.50).
 - Rémunérations en droits d'auteurs pour des prestations intellectuelles.
 - Jobs étudiants.
 - Contrats Smart.
 - Statuts indépendants.
 - Article 60§7 en collaboration avec des CPAS.
 - ALE qui, dans certaines communes, proposent à des chômeurs de faire des petits boulots d'intérêt collectif.
 - 'Mesure Peeters 500 €', surtout si son champ est élargi, voir si elle est tout simplement maintenue.
 - et dans le futur proche, le revenu de formation annoncé dans la dernière déclaration gouvernementale bruxelloise.
- Certaines activités, émanant des projets, et avec des perspectives d'économie (alternative, sociale ou circulaire) peuvent se donner de l'ambition et se développer d'une manière autonome, comme activité économique (ou sociale, ou circulaire,...), avec ou sans soutien d'une organisation.

Smart

Smart est une coopérative prévue à la base pour les artistes, qui offre la possibilité de faire engager et rémunérer quelqu'un sous contrat de travail de courte durée (1 jour). L'avantage du système est qu'il est prévu pour les chômeurs et les allocataires CPAS. Et que le temps du contrat peut être complètement différent du temps qu'on veut rémunérer : il est plutôt fonction du brut qu'on veut que touche la personne rémunérée.

smartbe.be

En synthèse, même si ce n'est pas l'option la plus souhaitable, même si beaucoup ont de plus grandes attentes pour défendre et faire reconnaître une économie populaire alternative, on peut dire que pour une partie des projets suscités par CitizenDev, ces leviers seront incontournables pour leur avenir. Du moins s'ils trouvent des solutions pour rentrer un peu d'argent et le gérer sérieusement en collectif, s'ils sont appuyés, et s'ils sont prêts à se contenter, au moins pour le moment, de solutions « bricolées », voire prêts à vivre avec un peu de frustration... Et s'il n'y a pas d'autre possibilité qui se dégage.

Une coopérative de portage de projets

Une partie des projets suscités par CitizenDev peuvent être comparés à de petits indépendants : ils sont prêts à rentrer un peu d'argent, ils aimeraient bien l'utiliser pour se rémunérer, mais ils ne sont pas outillés pour la gestion que cela implique, ils se sentent seuls et insécurisés, ils auraient besoin d'un accompagnement léger pour avancer sans casse. Pourquoi ne pas dès lors s'inspirer des solutions coopératives qui marchent pour les indépendants et les créateurs de petites entreprises ?

Il est possible d'imaginer un mécanisme de rémunération qui s'inspire des coopératives d'activité et des coopératives d'emploi. Ce sont des coopératives qui permettent à leurs membres, avec maintien temporaire de statuts, de développer leurs activités, de susciter des rentrées d'argent, et de se payer à proportion de l'argent rentré. Si on veut se payer mieux, on investit plus de temps et d'énergie à développer son activité. Si on veut rester à une petite échelle, c'est possible aussi.

Coopérative d'activités :

La coopérative d'activité permet à des allocataires sociaux de lancer leur activité économique en continuant à bénéficier de leur allocation. La coopérative héberge leur activité pendant 12 à 18 mois : elle fait les factures, elle paie la TVA, etc. Elle peut aussi les rémunérer : souvent cela se fait en une fois, au moment de la sortie, quand porteur de projet crée son entreprise ; mais s'il y a assez de ventes pendant les 12-18 mois, la coopérative peut faire un CDD, un contrat Smart ou verser une petite indemnité pour prestations occasionnelles qui complète l'allocation.

Par ex. jobyourself.be

On peut imaginer la création d'une telle coopérative dont seraient membre des projets citoyens locaux. La différence principale avec les coopératives d'activités et d'emploi serait qu'ici, on n'utiliserait pas qu'un seul mécanisme de rémunération mais tous ceux qui sont possibles (voir la liste supra dans « Bricolage »), même le défraiement de bénévoles si la coopérative est à finalité sociale. Pour des contrats de travail, les aides à l'emploi pourraient être mobilisées telles qu'Activa, FPI/IBO, etc. du sur-mesure sans le bricolage.

Une opportunité se présente pour avancer dans cette direction avec la diversification en cours des coopératives d'activité et d'emploi. Les acteurs qui les développent en Région bruxelloise, et qui maîtrisent l'ingénierie appropriée, pourraient être approchés pour se diversifier et emmener leur concept vers de nouveaux besoins.

Les 3 promoteurs de CitizenDev pourraient élaborer, sur base des expériences des projets, un cahier des charges pour une coopérative de projets citoyens de quartier et lancer la discussion avec des porteurs de coopératives d'activité et/ou d'emploi. Des points d'attention pour une telle discussion pourraient être l'offre à des projets citoyens de quartier, individuels ou collectifs, un service

- consistant à gérer leur cagnotte et à clarifier combien d'argent rentre dans le projet et combien peut en sortir.
- équipé pour gérer tous types de rentrées : des paiements en cash, des subventions, des dons, etc.
- proposant une panoplie de mécanismes pour rémunérer toute personne de la façon la plus adéquate. Bien sûr des contrats de travail courts comme Smart, mais aussi des indemnités de volontaire, des contrats à temps choisi, des prestations occasionnelles, prestations d'indépendant complémentaire, jobs étudiants, etc.
- ne portant pas seul la responsabilité financière des projets et des dépenses. Il n'est pas outillé pour choisir avec quels projets collaborer, pour bien les connaître et pour intervenir dans des discussions collectives sur l'argent. Les projets pourraient être sponsorisés par des réseaux associatifs partenaires de confiance comme les 3 promoteurs de CitizenDev. Le lien avec un

professionnel de l'animation de quartier, nécessaire au niveau de soutien méthodologique, serait conservé.

Coopérative d'emploi :

Le principe de la coopérative d'emploi est celui d'une coopérative d'entrepreneurs qui héberge leur activité d'un point de vue administratif et comptable, et les salarie à proportion de leurs rentrées commerciales, donc sous contrat à durée indéterminée mais à temps variable. Ces entrepreneurs y trouvent les avantages du statut de salarié, une mutuelle de trésorerie, un secrétariat qui prend en charge leur gestion sociale et fiscale, et en cas de besoin, les conseils personnalisés et les activités collectives.

Dans le même esprit, les coopératives d'emploi se sont doublées, depuis 2 ou 3 ans, de coopératives d'indépendants qui fonctionnent sur les mêmes principes : des indépendants s'associent sous forme d'une coopérative qui héberge leur activité et propose de l'accompagnement au besoin.

Par ex. dies.be

D'autres réseaux partenaires sont envisageables parce que ce besoin de soutien se fait jour ailleurs aussi, par exemple les coaches des Quartiers durables, etc. L'important est que ces partenaires s'engagent à suivre et soutenir les projets qu'ils envoient en leur laissant toute leur indépendance.

Comme pour les TZCLD, la Région devrait investir. Il faut en effet financer le montage du projet et l'emploi de gestionnaire/comptable qui assure le service. C'est certainement audible par les décideurs régionaux parce que ce dispositif assure des missions d'intérêt général : il touche des publics, souvent sujet de projets spécifiques mais peu effectifs. Les appels à projet économie sociale annuels sont une solution atteignable pour financer l'étude de faisabilité et le montage du projet et la recherche d'un financement plus structurel.

Bref, si un tel dispositif pouvait voir le jour, il serait le chaînon manquant entre le « bricolage » et le TZCLD. Il permettrait de limiter le « bricolage », de passer le plus vite possible à autre chose. Il sécuriserait l'aspect financier des projets et les retours financiers pour ceux qui s'y engagent.

Sa faisabilité pourrait être précisée avec des acteurs des trois living labs et CitizenDev lui assurerait un premier pool de projets avec qui commencer à travailler.

Comment ces réponses rencontrent-elles chaque living lab ?

Nous avons souligné que chaque living lab connaîtrait sa propre histoire, sa propre manière d'articuler de l'économie et du travail communautaire. Et nous avons parlé de points d'appui entre lesquels chacun aura à trouver son chemin. Pour être concrets, cela pourrait donner quelque chose comme ceci, purement à titre d'exemple à discuter.

QenA 1030		
Services collectifs aux familles du quartier (école de devoirs, table d'hôtes,...)	→ Bricolage	Rechercher de formules pour amener un peu de rentrées
	→ Coopérative	Organiser des rémunérations modérées mais sécurisées
Services pouvant fonctionner sur eux-mêmes (bourse aux vêtements,...)	→ TZCLD	Investir dans une expérience, afin de développer à une plus grande échelle
	→ Cadre régional	Candidature dans le cadre d'appel à projets en économie sociale, circulaire,
Matongé 1050		
Diverses activités socioculturelles	→ Opportunités locales	Continuer dans le contract de quartier, partenariat avec la commune
	→ Coopérative	Organiser des rémunérations modérées mais sécurisées
Cltb Green Cantine		
Développement du projet en volume et en professionnalisation	→ Coopérative	Organiser des rémunérations à tour de rôle mais sécurisées, en perspective de création de vrais emplois.
Développement à une plus grande échelle	→ Cadre régionale	Candidature dans le cadre d'appel à projets en économie sociale, circulaire,...

Cltb Autres projets		
Besoins de services et d'entretien sur les différents sites	→	TZCLD Investir dans la construction d'une expériences bruxelloise
	→	Coopérative Organiser des rémunérations modérées mais sécurisées
Travail de connecteurs	→	Coopérative Organiser des rémunérations modérées
	→	Cadre régional Reconnaissance de tels fonctions dans le cadre de processus de développement urbain.

On a affaire à une réponse TZCLD qui ne rémunère qu'un public-cible mais où l'argent est amené dans le quartier par Actiris (et d'autres budgets de société), et des réponses qui peuvent rémunérer de façon plus universelle, mais alors les projets locaux doivent trouver localement des sources de revenus.

On le voit, chaque living lab, voire chaque collectif en son sein, doit encore continuer à réfléchir à la trajectoire qu'il souhaite, voire aux structures que cela nécessitera. La méthodologie et le trajet d'évolution doivent encore être balisés pour chaque projet, et déclinés en étapes compréhensibles et progressives.

Ces trajectoires ne peuvent pas être pensées ni soutenues à travers un seul concept. Mais on peut faire l'hypothèse qu'elles seront facilitées par les dispositifs de soutien qui vont ou qui pourraient se mettre en place et dont elles pourront bénéficier. Chaque living lab ou chaque projet aura à choisir une de ces réponses ou une manière d'en combiner plusieurs compte tenu de ses propres souhaits et contraintes.

Une autre question qui se pose est celle des connecteurs. Hors CoCreate, il faut être honnêtes, nous ne voyons pas encore de cadre où leur rôle pourrait trouver place de façon pérenne. La question se pose même de voir comment ce rôle est répliquable hors CitizenDev, mais pour cela nous renvoyons aux discussions dans le rapport des chercheurs de l'USL.

Ce qui nous est toutefois apparu dans les discussions, c'est que des perspectives de rémunération un peu plus consistantes que le défraiement des volontaires auraient permis de susciter et de fidéliser des engagements de profils plus variés. Ce qui amène une hypothèse où l'offre (de soutien et de reconnaissance) crée la demande (de se mobiliser au service du quartier). C'est un point à relever pour toute initiative qui voudrait solliciter les actuels connecteurs et leur réseau, et plus largement pour toute ambition de mobilisation communautaire qui voudrait s'inscrire dans la durée dans les quartiers populaires bruxellois : prenez ces personnes au sérieux à tous points de vue.

Elles réalisent le travail intégré qui est tellement propagé dans le cadre de processus de développement urbain. Les associations, professionnels et responsables politiques qui leur entourent ont ici la possibilité d'innover et de créer, à leur image, un instrument intégrant, les divers lignes de politiques urbaines (emploi, formation, travail social, environnement et développement urbain), aussi au niveau de filières financières.

A l'heure où CitizenDev se termine, on a un outil déjà expérimenté (le « bricolage ») mais insuffisant, un outil qui se prépare sur le court terme (TZCLD) et où l'agenda est piloté au niveau régional se focalisant que sur l'emploi et de manière top down, et un outil encore virtuel (la coopérative) mais à portée de main si quelques réseaux associatifs se parlent et militent dans le montage et la recherche de financement.

Une fois de plus, l'avenir est ce que nous en ferons.

Merci à Agnes, Albert, Andréa, Caroline, Fred, Geert, Gerardo, Kinch,
Linda, Mariam, Marjan, Mattie, Papa Victor, Pascale, Piet et Simon.

Juin 2020